

Statement

Minister for
External Relations
and International
Development



Déclaration

Ministre des
Relations extérieures
et du développement
international

91/33

«RÉFLEXIONS SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE»

DISCOURS PRONONCÉ PAR

L'HONORABLE MONIQUE LANDRY,

MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET

DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET

MINISTRE RESPONSABLE DE LA FRANCOPHONIE

DANS LE CADRE

DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE PRÉPARATOIRE

AU QUATRIÈME SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

À L'ÎLE MAURICE, LES 9 ET 10 JUILLET 1991

PORT-LOUIS (Île Maurice)

Le 9 juillet 1991

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Monsieur le président,

Vous n'ignorez pas l'importance que le Canada attache à la concertation entre les chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français sur les grands problèmes politiques et économiques de l'heure. Le Canada appartient à de nombreux regroupements d'États, qu'il s'agisse de la Francophonie, du Commonwealth, du Groupe de Cairns sur l'agriculture, des grandes instances multilatérales de l'ONU et de la plupart des institutions régionales politiques, économiques et financières. Ce réseau dense de liens institutionnels nous convainc que la concertation au plus haut niveau, entre dirigeants d'origines les plus diverses mais profondément soucieux du bien commun, est vitale pour le progrès de l'humanité.

Ainsi, au fil des Sommets - nous abordons le quatrième déjà - nos chefs d'État et de gouvernement ont pris l'habitude et le goût de se parler entre eux et de définir des positions communes au sein de l'espace francophone. Ils ont appris à connaître et à apprécier les différents points de vue de tous et chacun sur des questions de première importance et je crois ne pas me tromper en affirmant qu'il se dégage une communauté de vue croissante entre pays et peuples de la francophonie. C'est salubre et même essentiel à une époque où les grands équilibres sont remis en cause et, qu'à l'horizon, se présentent de nouvelles possibilités aussi bien que se profilent de nouveaux dangers.

On m'a fait l'honneur de me demander d'évoquer la situation économique que nous soumettrons à l'attention de nos chefs d'État. Je le fais avec d'autant plus de plaisir que les textes qui sont devant vous sont le fruit d'un travail en commun d'experts de bon nombre de pays dans cette salle.

Le phénomène de la mondialisation ou de l'interdépendance économique globale est en train de modifier profondément la nature des relations entre pays développés et pays en voie de développement. Il y a des tendances contradictoires dans les évolutions économiques auxquelles nous assistons et il nous faut prendre un peu de recul si nous voulons véritablement infléchir le cours de l'histoire en faveur des pays défavorisés.

La situation économique mondiale est marquée de paradoxes : le monde en développement a réalisé des progrès considérables au cours des trois dernières décennies. De 1965 à 1985, les revenus, la consommation, l'espérance de vie et l'éducation ont grimpé alors que déclinait la mortalité infantile. Pourtant, aujourd'hui, plus d'un milliard de gens vivent encore dans la pauvreté et cette statistique brutale, presque indécente, n'épargne pas les pays du sud de la francophonie. En outre, elle s'accompagne d'un cortège de maux bien connus comme l'insuffisance alimentaire, l'endettement, la dégradation de

l'environnement et des taux de croissance insoutenables de la population.

En revanche, une diversification croissante entre les économies des pays en développement nous permet - je l'espère profondément - de nous dégager du monolithisme idéologique pernicieux qui a entaché le dialogue Nord-Sud des décennies précédentes. Cette diversification impose aux pays développés de moduler leurs réponses en fonction des impératifs et des besoins distincts des pays en cause. C'est la nature même des politiques d'aide qui va s'en trouver transformée. Selon les niveaux de développement des pays bénéficiaires, nous devons adapter notre aide tout en continuant à faire bénéficier les pays les moins avancés d'une assistance de première nécessité, soit humanitaire et alimentaire. Nous devons de plus en plus fournir nos efforts à l'appui des programmes d'ajustements pour enfin aboutir à une véritable coopération économique.

Nous ne pouvons que nous féliciter, à cet égard, de l'acceptation croissante par les pays en développement de leur responsabilité pour leur propre croissance et de leur prise de conscience que les apports extérieurs ne sont qu'un apport, si indispensable soit-il. Conscients des nouveaux impératifs de l'économie internationale, la majeure partie de ces pays ont accepté avec courage de mettre en oeuvre des programmes d'ajustement structurel exigeants. Cette conscience nouvelle est celle qui nous permet de parler d'un nouveau partenariat, lié à l'interdépendance entre nos économies plutôt qu'à l'ancienne confrontation Nord-Sud.

Mais cela appelle de notre part une réflexion nouvelle. Nous devons sortir des sentiers battus de l'aide extérieure traditionnelle. Nous devons penser en termes plus globaux et lier l'aide, le traitement de la dette, l'ouverture du commerce international, la réforme des économies et le renforcement du secteur privé dans les économies en développement aux efforts en vue d'intégrer ces pays dans le système économique mondial. Il faut bien se rendre compte que le phénomène d'interdépendance, dont on ne cesse de faire état, va imposer des exigences nouvelles, surtout dans le contexte d'une conclusion fructueuse des négociations commerciales multilatérales; elle va ouvrir les marchés à une concurrence plus féroce qui sera basée en grande partie sur la maîtrise des technologies nouvelles.

La résolution économique est un tout cohérent dont le message est clair : qui dit partenariat dit dialogue; qui dit dialogue dit soutien; qui dit soutien dit efforts communs et complémentaires. Ainsi, il ne s'agit pas tant de volume d'aide et de dépendance mais bien d'une coopération économique globale, touchant les politiques commerciales, l'accès aux marchés, les transferts de technologie, les équilibres financiers, la dette, la coopération

en matière d'environnement, les prix des matières premières, bref, un véritable projet de relations coégales et mutuellement profitables.

Ce dialogue renouvelé entre nos pays déborde le seul cadre économique. C'est pourquoi il existe un lien étroit entre la résolution économique et le projet de Déclaration de Chaillot à laquelle je vous convie de souscrire. Cette déclaration sur la démocratie et le développement réunit en effet deux thèmes porteurs qui couvrent l'évolution tant économique que politique de nos États. À l'heure où la confrontation figée entre l'Est et l'Ouest s'estompe - espérons pour de bon - on constate que, sous des formes diverses et conformes au génie de chaque peuple, ce sont les aspirations à la liberté et au droit de choisir qui définissent les nouveaux rapports de force entre gouvernants et gouvernés. Cette démocratisation est un art exigeant, un apprentissage qui n'est pas exempt de tâtonnements. Processus à long terme plutôt qu'état de fait, il exige des efforts et des moyens accrus, tant humains que matériels.

Développement et démocratisation, en effet, ne sont pas réunis par hasard dans ce projet de déclaration. Si un bon gouvernement est essentiel tant pour assurer une juste répartition des ressources de la nation que pour susciter la mobilisation de la population en faveur du bien commun, aucun gouvernement ne peut imposer indéfiniment à sa population les rigueurs de la loi du marché et des réformes économiques et politiques sans qu'il y ait, au bout des efforts, une promesse réelle de croissance et de développement accompagnée d'une distribution équitable des revenus issus de cette croissance.

L'expérience que vit l'URSS aujourd'hui est la preuve éclatante de ces vérités nouvelles. Nous ne pouvons ignorer cette expérience car elle est au coeur de la stabilité de la planète. Il ne s'agit pas de diversion de flux d'aide au détriment des pays du sud ou d'une négligence coupable à l'endroit du tiers monde. Il s'agit de l'aménagement de la transition vers un nouveau cadre des relations internationales. La francophonie doit y apporter son concours et faire entendre sa voix sur les questions brûlantes de l'actualité. C'est une question de pertinence. Je vous invite tous à relever ce défi fondamental.

Merci.